ABEILLE.

JOURNAL DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

JEROME BAYON,
RÉDACTEUR.

533 SAMEDI MATIN, 19 JANVIER, 1832.

GOUVERNEUR.
J. B. DAWSON.

MAIRE.
Col. PERE.

RECORDER
FELIX DE ARMAS.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 10 mars.

La malle de la Mobile, arrivée hier, ne nous a pas apporté de journaux du Nord ; ceux qui nous sont parvenus ne sont pas d'au-delà de Charleston. On avait reçu dans cette ville, par mer, des journaux de New-York du 23, qui ne mentionnaient aucun arrivage d'Europe. Le *Georgian* de Savannah, du 1er. mars, annonce l'arrivée des navires *Olive-Branch*, *George-Canning* et *William-Donald*, par les quels on a reçu des papiers publics de Liverpool du 15 janvier et de Londres du 14. Le retard apporté à la ratification du traité proposé par la conférence de Londres, occupe sérieusement les Anglais. Le *Courier* du 14 publie un long document émané de la conférence, relatif aux affaires de la Hollande et de la Belgique ; mais ce journal même doute que cette pièce puisse porter la conviction dans l'esprit du roi des Pays-Bas, en ce qu'on s'obstine à défendre le protocole No. 53 et la note diplomatique qui l'accompagne, pour lesquels Guillaume a déjà déclaré sa répugnance. On attend avec intérêt la réponse du ministre des affaires étrangères hollandais : il a montré beaucoup de sagacité en disséquant les premiers actes de la conférence, et l'on veut voir ce qu'il dira de celui ci.

D'après le ton de cette réponse à la note hollandaise, il paraîtrait qu'il règne une grande unanimité dans la conférence ; et certaines circonstances prouvent assez évidemment, que les trois grandes puissances sur la bonne foi desquelles on avait des doutes, ont été portées, par le langage plus ferme de lord Palmerston et de M. Sébastiani, à faire une réponse plus favorable qu'on ne l'espérait relativement à la ratification du traité. Néanmoins, le *Courier* se croit obligé de contredire la nouvelle publiée par quelques journaux, que la Russie, l'Autriche et la Prusse s'étaient formellement engagées à ratifier le traité, dans les quinze jours de délai fixés par la conférence et les plénipotentiaires belges, à compter du 15 janvier. "Aucun engagement de cette nature n'a été pris dit ce journal ; mais les membres de la conférence, et M. Van de Weyer lui-même (l'ambassadeur belge), paraissent ne pas douter de la ratification, après les termes dans lesquels se sont exprimés les trois cabinets dont il s'agit." Il ajoute, que lorsqu'il a dit que le traité ne serait pas ratifié le 15, il était fondé à faire cette assertion ; mais que s'il prenait aujourd'hui sur lui d'avancer qu'on n'aura pas obtenu cette ratification le 31 janvier, ce ne serait que l'expression pure et simple de son opinion, qui, peut-être, pourrait se trouver erronée.

"Mais, reprend le *Courier*, les ratifications du traité seront-elles conclusives à l'égard du roi des Pays-Bas ? Il n'y a rien dans les conventions de la conférence qui oblige les puissances à faire exécuter le traité ; et si le roi des Pays-Bas persiste dans son refus d'y apposer sa signature, la Russie, l'Autriche et la Prusse enverront-elles des armées contre la Hollande, ou même permettront-elles que la France et l'Angleterre prennent cette voie ? Après tout, c'est là le point essentiel, et si l'on entretient quelque doute sur la détermination des puissances à rendre leur décision définitive, ne serait-il pas mieux de profiter du délai pour engager la Hollande et la Belgique à consentir à telles modifications du traité qui empêchassent une collision dans la conférence, sans nuire à aucune des deux nations ?"

La tentative faite par M. O'Connell de réunir un parlement irlandais, a échoué.

Les dates de Paris sont du 14 janvier, c'est-à-dire d'un jour plus récentes que les nouvelles reçues ici directement ; mais elles n'annoncent rien qui mérite d'être rapporté.

O. P. Q., dans une lettre du 10, s'exprime ainsi :

" Les nouvelles d'Italie sont réjouissantes. Les Italiens ne sont pas disposés à se soumettre aux conseils de M. de St.-Aulaire—ni aux tribunaux inquisitoriaux du pape—ni aux sabres et aux bayonnettes des Autrichiens. C'est là une terrible nouvelle pour Casimir Périer. Il comptait pleinement sur le rétablissement de l'autorité papale dans la Romagne. Il croyait que l'empereur de Rusie accorderait une constitution à la Pologne, et que le pape améliorerait beaucoup le sort de ses sujets. Il s'est trompé ! Il s'est fait moquer de lui par des hommes tels que le comte d'Appony et M. Pozzo-di-Borgo ; et quand ils lui serraient la main, ou lui passaient la main sur le dos, en l'appelant " le sauveur de l'Europe, " ils les croyait sincères, il croyait qu'ils aimaient réellement la révolution de juillet ; mais maintenant il s'apperçoit qu'il se trompait—il voit que MM. Mauguin, Lafayette, Barrot, Lamarque et Cormenin avaient raison—il voit que pour avoir la paix, il faut qu'il consente au deshonneur de la France ; et, quand il le voudrait, il n'oserait, même pour continuer son système antinational et déplorable. Mais l'Italie se remue. Le pape et son système ne peuvent triompher. Le peuple s'arme. Les classes moyennes s'assemblent ouvertement et protestent. Il faut que le pape cède, ou il sera renversé."

Il court beaucoup de bruits aujourd'hui.—Je vous les donne comme ils me viennent, sans en garantir l'authenticité.

Le roi de Hollande a annoncé à la France qu'il recommencera les hostilités contre la Belgique.

On a engagé le gouvernement français à consentir au rétablissement du royaume des Pays-Bas.

L'Autriche, la Prusse et la Russie ont conclu un traité d'alliance offensive et défensive.

On a engagé le gouvernement français à consentir à la réoccupation des états du pape par l'armée autrichienne.

Une protestation sera signée par les députés, contre l'énorme liste civile votée à Louis-Philippe.

Un certain nombre d'autres pairs donneront aujourd'hui ou demain leur démission, sous prétexte qu'ils ne veulent pas s'associer à la révolution de juillet.

Enfin, on dit que Louis-Philippe commence à s'appercevoir du danger qui le menace, et qu'il a exprimé ses craintes au président du conseil.

Il est trop tard. Les jours de Louis-Philippe sont comptés."

La gazette de Nassau, du 11 du mois dernier, annonce que le capitaine, l'équipage et quelques-uns des passagers du navire *De Witt Clinton*, dont nous avons annoncé le [illegible], sont arrivés dans ce port le 4, avec une partie de [illegible]ison, qui y a été apportée par des navires de sauve-

(COMMUNIQUÉ.)

Monsieur l'Editeur de l'Abeille.

[illegible]isons dans l'*Abeille* du 7 mars, que le bon [illegible]artin, prie le public de suspendre son jugement [illegible]'article du Tribun qui le blanchit, et lui promet une [illegible]t entière satisfaction, et que sa pétition est le [illegible]é la majorité de ses bons et paisibles paroissiens. [illegible]e bon curé Martin, est il patelin quand la circ[illegible]ce l'exige ! Eh ! bien nous invitons le public à [illegible]ous publierons sa pétition, nous publierons ses en[illegible]ns les Elections, nous décrirons ses dîners dans [illegible]e de N. S. nous retracerons sa conduite passée, [illegible]de la St. Jacques jusqu'à ce jour.

UN PAROISSIEN.

EXTÉRIEUR.

FRANCE.

Paris, 12 janvier.

Le *Moniteur* publie l'article suivant :

[illegible] quelques journaux ont annoncé que l'intention du [illegible]nement était de ne maintenir l'organisation de la [illegible]ationale que dans les communes de quinze mille [illegible] au dessus.

[illegible]s bruits de cette nature, s'ils n'étaient démen[illegible]rraient avoir pour effet de ralentir le zèle des [illegible], et d'arrêter les progrès d'une organisation dans laquelle la France doit trouver des éléments de force et de tranquillité.

Il faudrait une loi nouvelle pour établir dans la garde nationale de nouveau système dont il s'agit ici, et il n'est nullement question de la proposer aux chambres.

Les services que rendent journellement dans l'Ouest les gardes nationales des communes les plus [illegible]ables, et l'empressement avec lequel les bataillons [illegible]antonnement des départemens qui avoisinent Lyon, ont [illegible] de [illegible] lors des derniers événemens, prou[illegible]vent [illegible] le gouvernement peut compter sur le zèle [illegible] le dévou[illegible] [illegible] [illegible] [